

[Si vous n'arrivez pas à lire correctement ce message, cliquez ici](#)



La lettre de la justice administrative

NUMÉRO 56 - FÉVRIER 2019

À la Une

Ouverture du prix de thèse en droit public du Conseil d'État

Le prix de thèse en droit public du Conseil d'État 2019 est ouvert. La date limite pour candidater est fixée au 28 février 2019.

Le Conseil d'État récompense l'excellence et l'originalité des travaux menés par un jeune docteur en droit public.

Le Conseil d'État a lancé en 2015 un prix de thèse pour encourager et soutenir la recherche universitaire en droit public. Organisé tous les deux ans ([en alternance avec le prix du Comité d'histoire du Conseil d'État](#)), ce prix est doté d'une récompense de 2 500 euros.

Sont éligibles les thèses entrant dans l'un des champs disciplinaires intéressant les activités du Conseil d'État et traitant notamment de la justice administrative, des institutions administratives, du droit administratif ou du droit fiscal français, des droits étrangers ou comparés, ou portant sur des problématiques transversales susceptibles d'entrer dans le champ des activités de la juridiction administrative.

Le jury, présidé par le vice-président du Conseil d'État, est composé du président de la section du contentieux et du président de la section du rapport et des études (membres de droit), ainsi que d'universitaires, de membres du Conseil d'État et de magistrats des cours administratives d'appel et des tribunaux administratifs.

[> Pour en savoir plus sur le prix de thèse en droit public du Conseil d'État](#)

Contentieux

+ Conseil d'État



+ Office du juge

Le Conseil d'État définit les hypothèses dans lesquelles il incombe au juge de l'excès de pouvoir de statuer en respectant la hiérarchisation effectuée par le requérant de ses prétentions.

[CE, Section, 21 décembre 2018, Société Eden, n° 409678, A. >](#)



+ Conditions de détention

Le préjudice moral subi par un détenu à raison de conditions de détention attentatoires à la dignité humaine revêt un caractère continu et évolutif. Par ailleurs, rien ne fait obstacle à ce que ce préjudice soit mesuré dès qu'il a été subi. Il s'ensuit que la créance indemnitaire qui résulte de ce préjudice doit être rattachée, dans la mesure où il s'y rapporte, à chacune des années au cours desquelles il a été subi.

[CE, Section, 3 décembre 2018, M. B., n°412010, A](#)

+ Asile

Le Conseil d'État précise la manière dont le juge de l'asile, saisi d'un litige relatif au retrait de la qualité de réfugié, doit former sa conviction lorsqu'il est informé que l'intéressé est inscrit dans le fichier des personnes recherchées pour prévenir des menaces graves pour la sécurité publique ou la sûreté de l'État.

[CE, 30 janvier 2019, Office français de protection des réfugiés et apatrides, n° 416013, A. >](#)

+ Procédure - Délais de recours

Le Conseil d'État précise les modalités d'application dans le temps des dispositions du décret du 2 novembre 2016 soumettant au droit commun de la naissance du délai de recours les décisions implicites dont la contestation relève du plein contentieux.

[CE, avis, 30 janvier 2019, M. Fernandez, n° 420797, A. >](#)

+ Protection fonctionnelle

Le Conseil d'État précise que, pour les agents étrangers employés par l'État, la protection fonctionnelle peut exceptionnellement conduire à la délivrance d'un visa ou d'un titre de séjour à l'intéressé lorsqu'il s'agit, compte tenu de circonstances très particulières, du moyen le plus approprié pour assurer sa sécurité.

[CE, 01 février 2019, M. I., n° 421694, A >](#)

+ Tribunaux administratifs et cours administratives d'appel



+ Agriculture

Saisi par le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (CRIIGEN), le tribunal administratif de Lyon a annulé, par un jugement du 15 janvier 2019, pris en application du principe de précaution, la décision du 6 mars 2017 autorisant la mise sur le marché du Roundup Pro 360.

[TA Lyon, 15 janvier 2019, Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique, n° 1704067 >](#)



+ Placement à l'isolement

Le tribunal juge que lorsque le chef d'un établissement pénitentiaire décide de placer à l'isolement un détenu, sa décision doit mentionner la durée de ce placement dans la mesure où l'absence de cette précision prive la personne détenue d'une garantie.

[TA Versailles, 25 janvier 2019, M. X, n° 1606122 >](#)

+ Environnement

La cour administrative d'appel de Marseille refuse de reporter au-delà du 31 décembre 2019 la date butoir de la dérogation aux normes environnementales accordée à la société Altéo, à Gardanne, l'autorisant à rejeter des effluents liquides d'alumine dans les calanques.

[CAA Marseille, 25 janvier 2019, Société Altéo Gardanne, n°18MA04096 ; CAA Marseille, 25 janvier 2019, Société Altéo Gardanne, n°18MA04163 ; CAA Marseille, 25 janvier 2019, Société Altéo Gardanne, n°18MA04166 >](#)

+ Responsabilité de la puissance publique

Le tribunal administratif reconnaît la responsabilité de l'État dans l'exercice de sa mission de contrôle de police sanitaire des activités de la société PIP (Poly Implant Prothèse).

[TA Montreuil, 29 janvier 2019, Mme L., n°1800068, C+ >](#)

+ Urbanisme

Centre d'Hébergement : annulation du permis de construire délivré à titre précaire pour la construction d'un centre d'hébergement d'urgence dans le bois de Boulogne.

[TA Paris, 28 décembre 2018, Syndicat de copropriété des immeubles Walter et autres, n° 1604796, 1604898, 1607744, 1607745 >](#)

+ Cour nationale du droit d'asile



L'expulsion d'un réfugié ne fait pas obstacle à ce que l'intéressé soit regardé comme constituant une menace grave pour la sûreté de l'État justifiant qu'il soit mis fin à son statut de réfugié en application de l'article L. 711-6, 1° du CESEDA.
≥

Avis

Avis du Collège de déontologie de la juridiction administrative

[Consultez l'avis >](#)

Avis n°2018/4 du 18 janvier 2019 portant sur l'exercice d'activités de formation auprès d'entités privées.

Projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales

[Consultez l'avis >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur un projet de loi portant mesures d'urgence économiques et sociales.

Avis sur un projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé

[Consultez l'avis >](#)

Le Gouvernement a décidé de rendre public l'avis rendu par le Conseil d'État sur un projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé.

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Publications



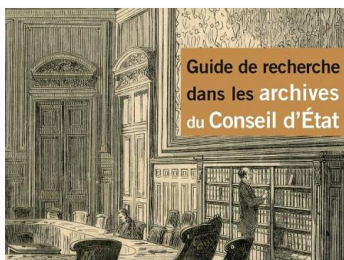
+ Rapport d'activité 2018 de la Cour nationale du droit d'asile

La Cour nationale du droit d'asile, compétente pour connaître des décisions relatives aux demandes d'asile publie son rapport d'activité 2018, qui présente le fonctionnement de cette juridiction administrative spécialisée et livre, de façon détaillée, les chiffres de son activité.≥



+ Une nouvelle charte pour la bibliothèque du Conseil d'État

Une nouvelle charte pour la bibliothèque du Conseil d'État a été adoptée le 21 janvier 2019. Ce texte de référence, fixe l'organisation, la gestion et la politique documentaire de l'institution.≥



+ Deux siècles d'histoire de la justice administrative

En collaboration avec les Archives nationales, le Conseil d'État publie le premier guide de recherche dans ses archives. Destiné aux chercheurs, universitaires, généalogistes, étudiants mais aussi aux citoyens curieux de leur passé, cet ouvrage inédit fait la part belle à près de deux cents ans d'histoire du Conseil d'État. ≥

+ Faciliter la création et la vie des associations et fondations d'utilité publique

Le Conseil d'État publie aujourd'hui deux recueils de jurisprudence sur les statuts types des associations et fondations reconnues d'utilité publique. Ces guides accompagnent les nouveaux statuts types, approuvés par un avis du Conseil d'État du 19 juin 2018, et publiés par le ministère de l'Intérieur le 6 août dernier. ≥

+ Dossier thématique : Le juge administratif et l'impôt

La procédure régissant la contestation des décisions prises par l'administration fiscale présente de nombreuses originalités, qui tiennent d'abord à son caractère principalement non juridictionnel : le filtre de la réclamation contentieuse préalable permet en effet de régler les litiges dans plus de 99 % des cas (source DGFIP). Dans les très rares cas où une phase juridictionnelle s'ouvre malgré tout, la procédure suivie présente elle aussi de nombreuses spécificités. ≥

+ Actualisation du Guide des outils d'action économique

Dans le cadre de son étude annuelle 2015, consacrée à l'action économique des personnes publiques, le Conseil d'État a élaboré un guide destiné à mieux faire connaître aux personnes publiques les différents outils d'action économique à leur disposition. La version actualisée intègre, pour l'ensemble des 24 fiches composant le guide, les mises à jour rendues nécessaires par l'évolution des textes et de la jurisprudence. ≥

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Brèves

Cycle de conférences sur **Le sport**
L'économie du sport

+ L'économie du sport

La troisième conférence du cycle sur le sport organisée par la section du rapport et des études du Conseil d'État, animée par Alain Ménéménis, président adjoint de la section du contentieux du Conseil d'État, a été consacrée au thème de l'économie du sport. Sont intervenus Marie-George Buffet, députée, ancienne ministre de la jeunesse et des sports, Dominique Carlac'h, présidente du comité sport du Medef, ancienne athlète de haut niveau et Didier Primault,

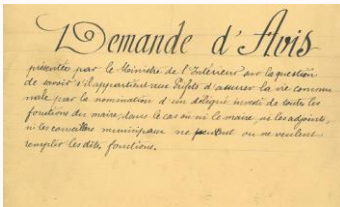
économiste, directeur général du Centre de droit et d'économie du sport (CDES). ≥

LES ENTRETIENS DU CONSEIL D'ÉTAT
EN DROIT SOCIAL

LA RÉGULATION ÉCONOMIQUE DE LA SANTÉ

+ La régulation économique de la santé

Colloque organisé par la section sociale et la section du rapport et des études du Conseil d'État, introduit par Bruno Lasserre, vice-président du Conseil d'État, suivi de trois tables rondes, présidées respectivement par Jean-Denis Combrexelle, président de la section du contentieux du Conseil d'État, Marie-Laure Moquet-Anger, présidente de l'Association française de droit de la santé, professeur à l'université Rennes 1, et Didier Tabuteau, président de la section sociale du Conseil d'État. Discours de clôture d'Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé. ≥



+ Centenaire 1914-1918 : le Conseil d'État publie ses avis rendus durant la Grande Guerre

Le Conseil d'État publie 122 avis rendus au Gouvernement entre 1914 et 1918. Témoignant de la vie quotidienne des Français pendant la guerre, ces avis inédits représentent une source fondamentale pour la recherche historique et juridique. Ils sont consultables dans leur intégralité sur ConsiliaWeb, la base des avis du Conseil d'État. ≥

+ Transfert du contentieux des juridictions des pensions militaires d'invalidité

Le contentieux des juridictions des pensions militaires d'invalidité sera transféré aux juridictions administratives de droit commun le 1er novembre 2019. ≥

+ États généraux du droit

Les États généraux du droit auront pour thème, cette année, « Le juge administratif face aux enjeux du numérique ». ≥

+ Décret portant modification du code de justice administrative

Le décret n° 2019-82 du 7 février 2019 modifiant la partie réglementaire du code de justice administrative est entré en vigueur le 10 février 2019. ≥

+ Le Conseil d'État, juge des référés administratifs et la Constitution

Intervention de Bernard Stirn, président de section au Conseil d'État lors du colloque « Justice administrative et Constitution de 1958 » de l'université Paris II Panthéon-Assas. ≥

+ Olivier Schrameck siègera au Conseil supérieur de la magistrature

L'assemblée générale du Conseil d'État a élu, ce jeudi 17 janvier, Olivier Schrameck, pour siéger au Conseil supérieur de la magistrature dans le cadre d'un mandat de quatre ans. Il remplacera Yves Robineau, nommé en 2015. [≥](#)

+ Colloque université Toulouse 1 Capitole - institut Maurice Hauriou

Intervention de Bernard Stirn, président de section au Conseil d'État, lors du colloque sur la répartition des compétences juridictionnelles et protection des libertés fondamentales organisé par l'université Toulouse 1 Capitole - institut Maurice Hauriou. [≥](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

International



+ Séminaire de travail avec le Tribunal suprême espagnol

Le Conseil d'État poursuit en 2019 ses échanges bilatéraux avec le Tribunal suprême espagnol, initiés en 2009. Une délégation conduite par le président de la troisième chambre du Tribunal suprême, en charge du contentieux administratif, a été reçue à Paris le 21 janvier 2019 pour un séminaire de travail présidé par le vice-président Bruno Lasserre. Les débats ont porté sur la légalité et la sécurité juridique. Dans ce cadre trois tables rondes ont permis d'échanger les points de vue espagnol et français. La première table ronde a inscrit le sujet dans le cadre européen puis ont été traitées la fiscalité et les questions d'urbanisme et d'environnement. [≥](#)



+ Visite d'une délégation au Tribunal fédéral suisse

Les 3 et 4 février 2019, le Tribunal fédéral suisse a accueilli une délégation du Conseil d'État menée par le vice-président. Il s'agit de la quatrième rencontre de ce type entre les deux juridictions suprêmes après celles de 2012 et 2016 à Paris et de 2014 à Lausanne. Cette année, le premier thème abordé a été la bioéthique. Deuxième sujet : la nationalité, au travers de ses conditions d'acquisition et du contentieux, partagé entre les juges judiciaires et administratifs. Enfin, le troisième thème a concerné la consultation et la participation citoyenne, notamment dans l'hypothèse des grands projets d'infrastructure. [≥](#)

+ Audience solennelle de la CEDH

Le 25 janvier, le vice-président accompagné d'une délégation s'est rendu à Strasbourg pour assister à l'audience solennelle de la Cour européenne des droits de l'homme. Cet événement a également été l'occasion de travaux sur le thème « renforcer la confiance en la magistrature ».

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Agenda

Programme des colloques et conférences 2018-2019

Retrouvez le programme des colloques et conférences 2018-2019 organisés par la section du rapport et des études. [>](#)

[Contentieux](#) | [Avis](#) | [Publications](#) | [Brèves](#) | [International](#) | [Agenda](#) | [Nominations](#)

Nominations

+ Au Conseil d'État

+ **Emmanuel Meyer** secrétaire général des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, le 2 janvier 2019.

+ Dans les cours administratives d'appel et les tribunaux administratifs

+ **Catherine Fischer-Hirtz** présidente du tribunal administratif d'Amiens, le 28 janvier 2019



Directeur de publication : Bruno Lasserre - Présidente du comité de rédaction : Martine de Boisdeffre -
Comité de rédaction : Catherine Bergeal, Catherine Bobo, Hélène Ciavaldini, Katia de Schotten, Yves Gounin,
Manon Hameau, Dominique Kimmerlin, Yannick Faure, Leïyla Mate, Corinne Mathey, Charline Nicolas,
Carmela Riposa, François Séners, Pascal Trouilly - Secrétariat de rédaction : Nathalie Roubellat - Conseil d'État
: 1, place du Palais-Royal 75001 Paris Tél. : 01 40 20 80 00 - Mél : webmestre@conseil-etat.fr - Réalisation :
CE/dircom

Vous avez reçu cet email car vous vous êtes inscrit sur le site internet du Conseil d'État.
Si vous souhaitez vous désinscrire, [cliquez ici](#)

Si vous souhaitez vous désinscrire de notre newsletter, cliquez [ici](#)